

Institut luxembourgeois de l'économie solidaire

ILES

***Un cadre juridique pour le
troisième pilier économique***

***L'absence de lucre comme
condition sine qua non***

***L'association d'intérêt collectif
pour l'économie collective***

RIUESS 2024 – Metz

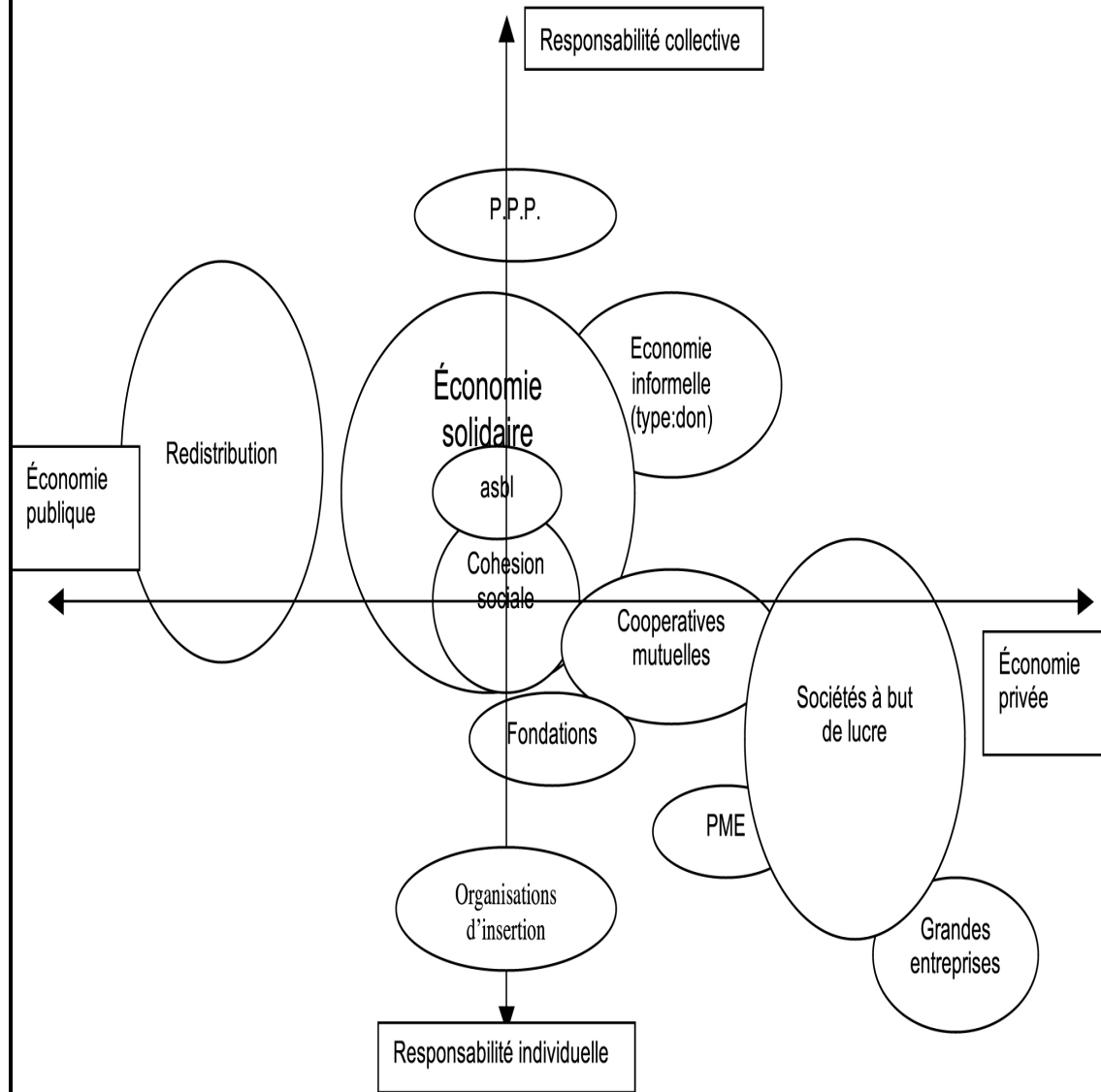
Romain Biever

Abilio Machado

Un cadre juridique pour le troisième pilier économique - Introduction

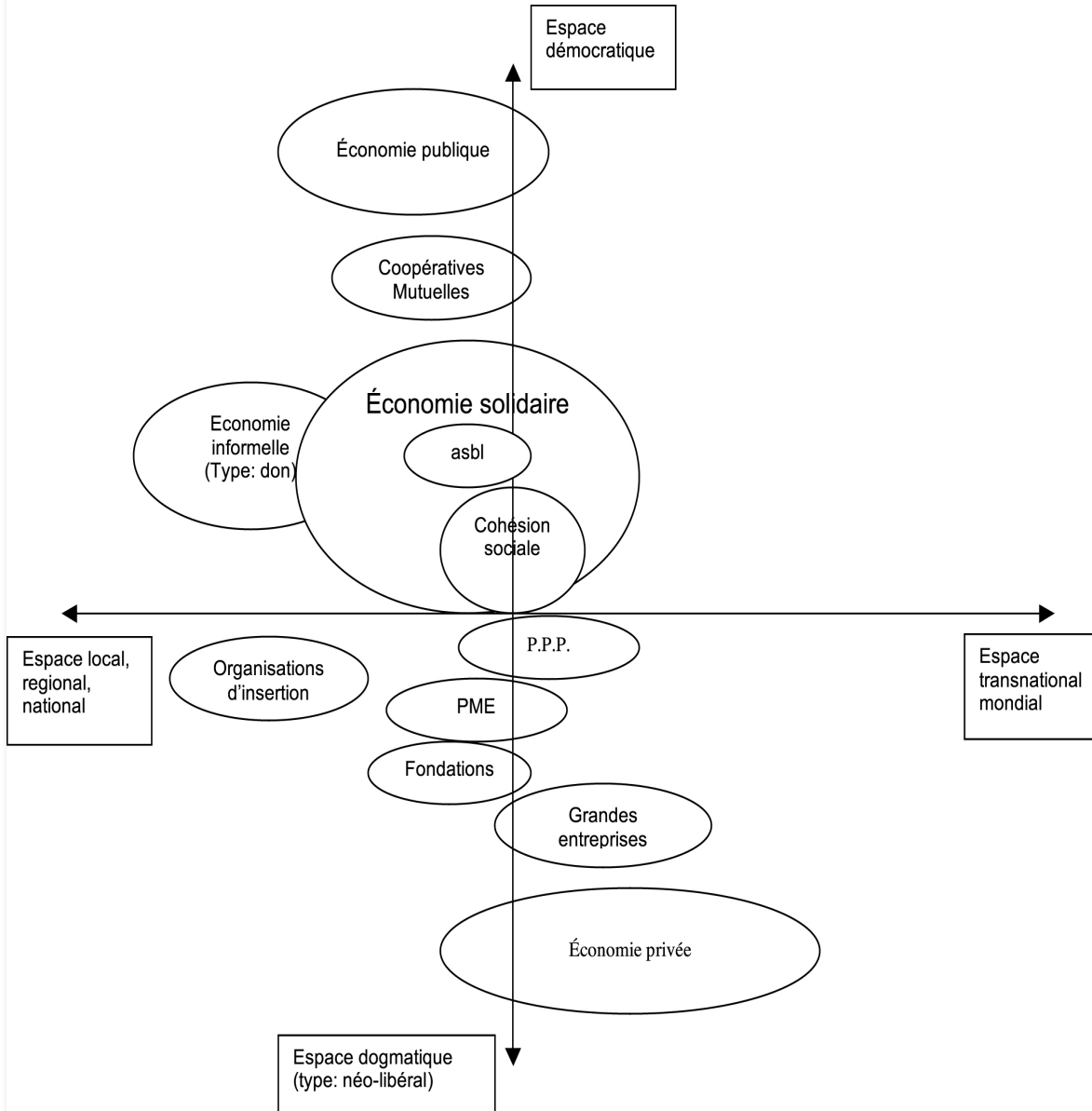
- Un nécessaire cadre juridique propre à « l'entreprendre autrement » - l'ESS = l'économie collective
- Champ de tension entre l'Etat, le marché et la société civile – bâtir les communs (R. Boyer 2023)
- Esquisse des rapports entre les champs politique et économique et l'ESS – l'absence de visibilité de l'ESS
- L'économie privée omnipotente – le capital prime sur le citoyen
- Les promesses des entreprises alternatives: cogestion et autogestion, dimensions locales et régionales

L'économie solidaire est au cœur de la société



Un cadre juridique pour le 3^e pilier économique – le rôle des entreprises

- Quel apport à la cohésion sociale?
- Quel positionnement de l'ESS face à l'Etat et au secteur privé?
- Classement de l'ESS selon les axes: responsabilités collective/individuelle et économies publique/privée
- Quelle contribution à l'ordre démocratique et à la responsabilité territoriale?
- Participation citoyenne et cogestion ou doctrine uniforme et mondialisée?



Démocratie et responsabilité territoriale

- Espace démocratique vs. espace dogmatique
- Démocratisation de l'économie: relation entre acteurs économiques et cohésion sociale
- Conciliation entre l'économie, l'environnement et le social
- La démocratie participative favorise le pluralisme économique
- La société civile (ESS) comme terreau de la cohésion sociale

Un cadre juridique pour le troisième pilier économique – la responsabilité de l'Etat

- Concept de secteurs: source d'exclusivité, de division, de limite et d'étanchéité; un frein à la coopération
- L'ESS comme l'un des trois piliers économiques; doté de sa propre visibilité, émancipé des deux autres piliers
- L'Etat doit garantir un cadre juridique propre à l'ESS; libérer l'ESS de sa condition « hors la loi » au regard des seules lois du marché et de la concurrence
- L'ESS basée sur l'économie des communs (E. Ostrom) et force d'innovation, de proposition et d'influence politique
- Pour satisfaire des besoins socio-économiques, l'ESS a besoin d'une « assise juridique définitive » (J.-L. Laville 2007)
- Nous proposons le terme d'économie collective

Un cadre juridique pour le troisième pilier économique – législation et non-lucré

- AIC: forme juridique des entrepreneurs de l'économie collective
cf. projet du statut AIC sur iles.ecosol.com
- Entreprise = toute organisation exerçant une activité économique
- « sans lucre » = finalité non prévue dans le code des sociétés
- La notion de concurrence déloyale renvoie à la finalité de l'entreprise commerciale / moyen de marginalisation juridique des entreprises de l'économie collective
- ESS cantonnée dans un « no man's land » du marché, juste tolérée
- Exemple: la RSE, ensemble de notions relevant de l'économie des besoins, mais asservies aux besoins du marché

Un cadre juridique pour le troisième pilier économique – législation et non lucre

- Cadre spécifique nécessaire car la satisfaction de besoins sociaux et citoyens prévalant sur l'enrichissement
- Éviter le reniement des valeurs de désintéressement / éviter d'entrer dans le moule des logiques commerciales
- Permettre aux associations de faire du commerce, c'est les assujettir aux règles du marché / ex. en Allemagne, Belgique , France, Italie, Luxembourg (SIS)
- Entreprises ESS acceptent de se soumettre au cadre juridique du marché (recherche de lucre, même limité)

Un cadre juridique pour le troisième pilier économique – législation et non-lucre

- Au Luxembourg, le législateur tente de concilier but de lucre et bien commun avec la logique commerciale = cercle vicieux
- Société d'intérêt sociétal (SIS) instaurée en 2017: plutôt un label qu'un nouveau modèle de société / société commerciale doit exister au préalable
- Réforme de la loi des asbl: classement en fonction des budgets générés et activité commerciale accessoire (non liée à l'objet) autorisée
- Acteurs des besoins communs: santé, soins des séniors, encadrement des enfants demeurent « hors la loi » ou se soumettent au marché

Economie collective: Gouvernance multi-partenariale et multi-dimensionnelle (national)

- 3^e pilier économique, gouvernance organisée en deux axes:
 - vertical: niveau national, régional/local et entreprise
 - horizontal: démocratie, cogestion et autogestion
- Comité tripartite traitant du jeu d'ensemble entre les trois piliers, partenariat entre acteurs politiques et économiques (publics, privés et collectifs)
- Représentants de l'économie collective élus parmi les Conseils d'administration des AIC
- Rôle du Comité tripartite: identifier des complémentarités entre les trois piliers, proposer des axes de développement et arbitrer
- AIC représentées aussi au Comité économique et social

Economie collective: Gouvernance multi-partenariale et multi-dimensionnelle (régional/local)

- Conseil consultatif composé de bénévoles issus de la société civile: citoyens, mandataires politiques, patronat et syndicats, acteurs culturels, chercheurs, jeunes, etc.)
- Deux missions: - définir les besoins locaux / régionaux
- facilitateur politique et financier
- Des membres du Conseil consultatif délégués dans les Conseils d'administration des AIC
- Responsabilité assumée conjointement entre la société civile et les AIC pour ce qui concerne leurs objectifs et actions

Economie collective: Gouvernance multi-partenariale et multi-dimensionnelle (entreprise)

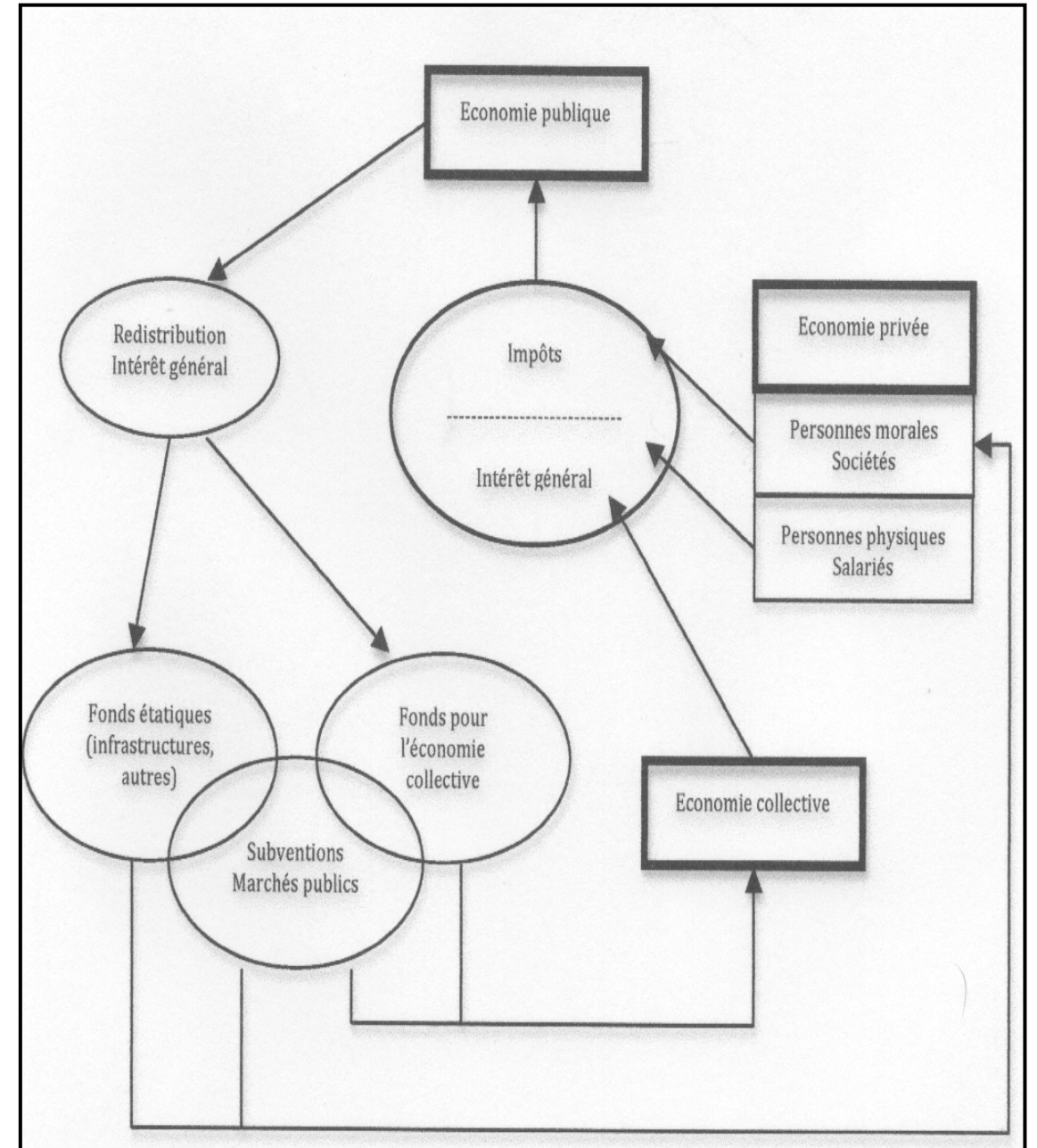
- AIC: production et fourniture de biens et services d'utilité générale et qui ne servent pas l'enrichissement des parties prenantes
 - développement local / régional (basé sur la théorie des communs)
 - respect des principes du développement durable
 - cohésion sociale et citoyenneté
 - démocratie participative, cogestion et autogestion (méthode)
 - si création d'emplois: contrats de droit commun
 - apprentissage, promotion de l'égalité des chances, bien-être au travail
- Associés de l'AIC: personnes physiques ou morales, de droit public, privé ou collectif

Economie collective: Gouvernance multi-partenariale et multi-dimensionnelle (entreprise)

- Gouvernance de cogestion et autogestion garantie par deux organes formant le Conseil d'administration:
 - des délégués du Conseil consultatif local/régional
 - des délégués du Comité d'entreprise élu (salariés de l'AIC)
- Cogestion; si parité des membres du Conseil et du Comité prépondérance au Comité d'entreprise en cas d'égalité de vote
- Économie des communs = production de biens et services en recourant aux ressources disponibles et à l'intelligence collective, émergence de solutions innovantes (Elinor Ostrom); émancipée de la concurrence marchande et de l'autorité de l'ETAT

Le financement des AIC

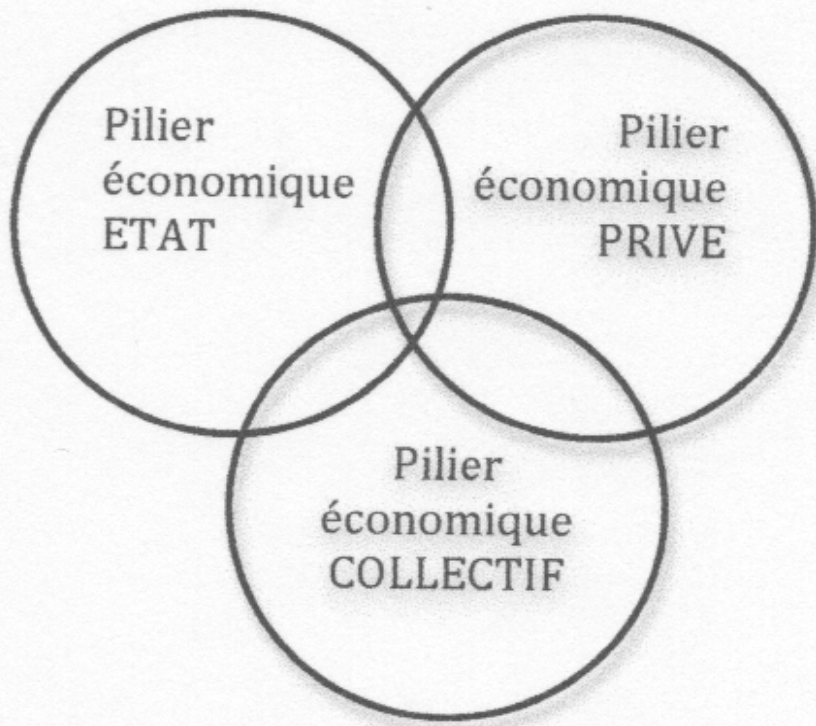
- Financement mixte des AIC par un Fonds public, des contributions locales/régionales, des marchés publics, des services à la collectivité et de dons
- Création d'un fonds pour l'économie collective alimenté par
 - la dotation de l'ETAT
 - la contribution des communes
- AIC agréées, éligibles au fonds pour l'économie collective
- Système de conventions permettant le cofinancement par les communes et régions



Conclusion

- Nécessité d'un statut juridique adapté au 3e pilier économique
- Légitimation de gouvernances démocratiques pour des pans de la vie sociale et économique -> économie plurielle (J.L. Laville)
- AIC, rendre possible la diversité des pratiques et innovations des entreprises socio-écologiques et citoyennes (R. Boyer)
- Nécessité de trancher la question de l'affectation du bénéfice
 - marché concurrentiel -> domination et profit privatisé
 - marché désintéressé -> coopération et collectivité
- Economie sans but de lucre légitimée et émancipée des économies publique et privée

<https://www.iles-ecosol.com>



***Vos
commentaires,
vos questions...***

Merci